

Podemos aux élections législatives passent de 18 % en août à 26 % à la mi-novembre 2014.

La question de « l'élitisme démocratique » et le résultat du vote

Les discussions brûlantes qui ont lieu à Vistalegre et dans les cercles les jours suivants mettent en lumière un problème interne dans la construction de Podemos, propre à toutes les organisations basées sur la participation citoyenne : l'« élitisme démocratique ». Ce concept fait référence à la difficulté d'inclure dans la prise de décision toutes les personnes qui forment une organisation ou qui sont sympathisantes. Bien souvent, dans les organisations comme les assemblées participatives, on voit les militants disposés à consacrer le plus de temps à l'organisation devenir ceux qui orientent finalement son évolution et qui, de fait, prennent la plupart des décisions. Bien que, formellement, tous les sympathisants puissent participer, on assiste donc à une exclusion des opinions et des points de vue de ceux qui n'ont pas le temps de s'engager comme le font les militants aguerris. Dans la tribune d'un journal espagnol, l'écrivain Santiago Alba Rico, un des premiers promoteurs de Podemos, pose le problème de la manière suivante, évoquant le débat opposant les propositions de Pablo Iglesias et celles de Pablo Echenique et Teresa Rodríguez :

« Cet élitisme démocratique se caractérise précisément par le fait qu'il considère n'importe quel [organe] intermédiaire comme un obstacle pour la démocratie, y compris [...] toute forme de délégation, représentation ou médiation, ce qui finit par laisser au dehors cette majorité sociale – susceptible de voter pour Podemos – sans laquelle on ne peut pas gagner, et qui n'étudie pas les documents sur Plaza Podemos

Podemos, la politique en mouvement

Alberto Amo
Alberto Mínguez

Traduit de l'espagnol par
Julie Beligot

La Dispute

(forum de débat en ligne, voir p. 135), n'assiste pas aux réunions des cercles, est accaparée par son travail ou sa recherche d'emploi, a très peu de temps à consacrer au militantisme, et regarde beaucoup la télévision – ce qui ne l'empêche pas d'avoir une notion assez claire de ce qu'est la justice et d'aspirer à un réel changement en faveur de plus d'égalité, de transparence et de démocratie. L'élitisme démocratique, contre la vieille gauche mais selon la même dynamique, finit par vouloir transformer tous les citoyens en activistes permanents et par privilégier une minorité des militants comme source de décisions souveraines. "Démocratie", cela ne signifie pas que chacun de nous soit démocrate à chaque instant, mais cela signifie mettre en œuvre un projet qui puisse l'être sans nous, et qui permette d'inclure aussi ceux – la majorité sociale – qui ne peuvent l'être que par instants.»²

Podemos faisant le pari d'une forte participation citoyenne, la question de l'élitisme démocratique se trouve au centre des débats sur les deux principaux modèles proposés. Les militants les plus politisés et les plus actifs dans les cercles donnent leur préférence à un Podemos horizontal – dans lequel ils se trouvent au cœur du projet. Ils se sentent donc plus proches de la proposition de Pablo Echenique et Teresa Rodríguez. La proposition de Pablo Iglesias parie plus clairement sur la délégation, réduisant ainsi le poids des militants les plus actifs. La décision finale quant au modèle à suivre reste aux mains de tous les sympathisants : tous ceux qui le souhaitent – militants les plus impliqués ou personnes moins politisées – peuvent participer au vote sur le choix des brouillons, en utilisant l'outil en ligne prévu à cet effet (Agora Voting, voir p. 136).

2. Santiago Alba Rico, «El lío de Podemos y los tres elitismos», *cuartopoder.es*, 4 octobre 2014 [7].

Finalement, 112000 personnes participent au vote en ligne. La proposition de Pablo Iglesias sort grande gagnante avec 80 % des suffrages. Cela reste le plus grand vote en ligne organisé en Espagne jusqu'alors. Les sympathisants prennent ainsi la décision de rompre avec certaines impasses auxquelles se sont heurtés le 15-Mai et d'autres mouvements sociaux, et de profiter de la conjoncture favorable pour mener un assaut électoral frontal. Par ce vote, ils témoignent aussi d'une forte confiance en Pablo Iglesias et en sa stratégie de communication, qui a si bien fonctionné jusqu'alors.

La structure organique adoptée par Podemos

Nous allons maintenant passer en revue les caractéristiques principales du modèle d'organisation finalement choisi (voir figure 1, p. 130). Dans cette structure, on observe une séparation formelle entre l'Assemblée citoyenne d'une part, formée de tous les inscrits, et les cercles d'autre part, qui sont des espaces d'*empowerment* et de discussion ouverts à tous. On pourrait dire qu'ils sont des sortes de *think tanks* populaires. La participation aux cercles n'implique pas l'inscription à Podemos et, inversement, on peut être inscrit et ne faire partie d'aucun cercle. Pour lancer un référendum, l'aval de 10 % des inscrits ou de 20 % des cercles est nécessaire (un protocole sur une plate-forme en ligne permet d'atteindre et d'attester ces pourcentages), tandis qu'il faut atteindre respectivement 20 % ou 25 % pour lancer un vote révocatoire concernant tous les postes internes de l'organisation. Bien que l'Assemblée citoyenne doive se réunir physiquement au moins une fois tous les trois ans, la plupart de ses actions sont menées en ligne, grâce à une série d'outils que nous examinerons plus loin dans ce chapitre. Remarquons cependant qu'avec un nombre d'inscrits supérieur à 300000 personnes, il paraît assez

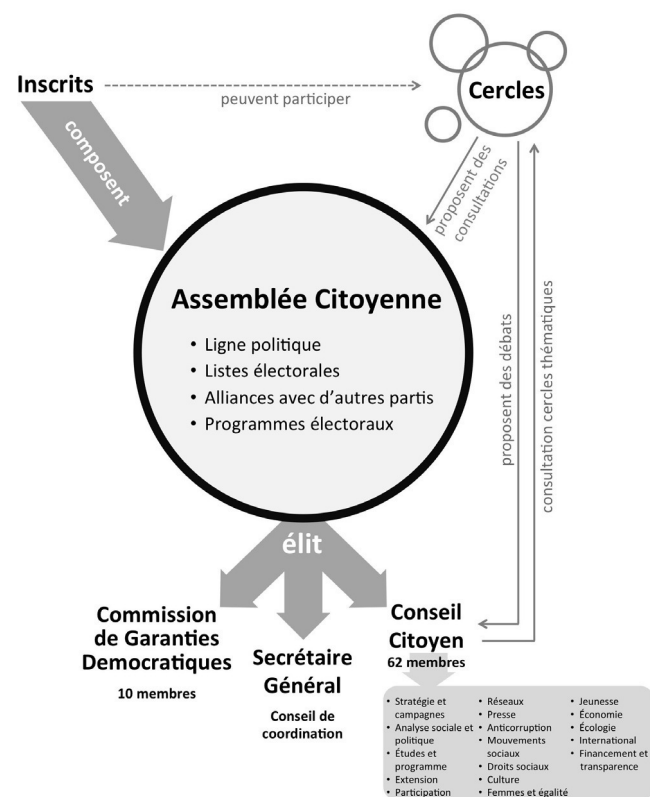


Figure 1. Structure organique de Podemos

Graphique élaboré à partir du document approuvé lors de l'assemblée de Vistalegre.

difficile de réunir le soutien nécessaire pour lancer un référendum, sans parler d'un vote révocatoire. Comme l'affirment les sociologues César Rendueles et Jorge Sola, on peut douter que le pouvoir que les dirigeants de Podemos ont retiré aux militants les plus actifs ait été transféré à l'ensemble des sympathisants à travers le

mécanisme de convocation de référendums. En réalité, le modèle choisi donne un grand pouvoir aux organes de direction [8].

Le Conseil citoyen, organe exécutif de Podemos, est composé de 62 membres, hommes et femmes à parts égales, et il est divisé en plusieurs domaines thématiques indiqués dans la figure 1. Le Conseil citoyen est en contact avec les cercles sectoriels, qui proposent des idées d'actions et de programmes dans leur domaine de compétence. Le secrétaire général est le porte-parole principal de Podemos, bien que, selon les statuts, tous les membres du parti puissent aussi s'en faire les porte-parole, à partir de leur position à l'intérieur de celui-ci (c'est-à-dire en tant qu'inscrits, membres d'un cercle, du Conseil citoyen, d'une commission de travail, etc.) et en accord avec les principes organisationnels, éthiques et politiques approuvés par l'Assemblée citoyenne. Le secrétaire général est assisté par un conseil de coordination composé de dix à quinze personnes élues par le Conseil citoyen, mais dont les membres sont révocables par l'Assemblée. Tous les mandats, internes et publics, ont une durée maximum de huit ans (deux mandats), que l'on peut prolonger de manière exceptionnelle à douze ans.

La structure interne de Podemos comprend également une Commission des garanties démocratiques composée de dix personnes, dont la moitié au moins sont des juristes. Cette commission est chargée de résoudre les divergences et les conflits au sein de Podemos.

Ce schéma de fonctionnement (secrétaire général – Conseil citoyen – Commission des garanties démocratiques) se reproduit aussi bien au niveau régional qu'au niveau municipal, avec des conseils citoyens dont la taille se réduit au fur et à mesure que l'on descend sur l'échelle territoriale. Les secrétaires généraux des régions participent en outre à toutes les réunions du Conseil citoyen national. De cette manière, une personne inscrite à Podemos dans la ville de Séville fait partie de

trois assemblées citoyennes (celle de la ville, celle de la région Andalousie et l'Assemblée citoyenne nationale) et peut concourir aux élections internes pour chacun des trois conseils citoyens correspondants, et pour leur secrétariat général.

En décembre 2014, à la suite de ce choix crucial concernant le mode de fonctionnement de Podemos, l'Assemblée citoyenne se lance dans l'élection du secrétaire général, du Conseil citoyen et de la Commission des garanties démocratiques, au niveau aussi bien étatique que régional et municipal. L'équipe technique en charge des élections internes opte pour le système des *listas planchas*, qui permet aux sympathisants de donner leur soutien à des membres individuels de différentes listes concurrentes, ou bien de voter pour une liste complète. Ainsi, d'un seul clic, l'électeur peut choisir une liste complète, sans avoir à sélectionner la case de chaque candidat. Cette option permet à celui qui ne dispose pas de beaucoup de temps pour étudier le profil de chaque candidat des différentes listes d'accorder sa confiance à tous les candidats d'une même liste, sans les connaître tous. Cette méthode est critiquée pour ne pas favoriser l'élection consciente et réfléchie des candidats (bien qu'elle le permette aussi, puisque les listes sont ouvertes et que l'on peut ainsi choisir, un à un, des candidats de différentes listes). Ce modèle de fonctionnement proposé par Pablo Iglesias (qui est à la tête de l'équipe technique) vise à favoriser l'élection d'équipes cohérentes. Après une courte campagne ponctuée de débats en ligne, 107 000 personnes participent au vote qui désigne Pablo Iglesias comme secrétaire général avec 97 % des voix³ et les 62 membres de sa liste pour le Conseil citoyen, parmi lesquels ses collaborateurs les plus proches. À titre

3. Ces chiffres peuvent être comparés à ceux des primaires du PSOE (un parti qui a cent vingt-cinq ans d'histoire) en 2014 pour élire le secrétaire général : 125 000 votants (66 % des adhérents), victoire de Pedro Sánchez à 49 % (63 000 voix).

d'exemple, Rubén López Bueno, élu sur la liste de Pablo Iglesias à la 62^e place, obtient 75 131 voix, alors que la candidate suivante, Cristina Oliván Aceituno, en obtient seulement 5 337. Bien qu'inscrites dans un processus démocratique, ces nouvelles règles du jeu, basées sur les *listas planchas* et l'accès privilégié de Pablo Iglesias et de ses collaborateurs aux médias, favorisent clairement les « joueurs » de sa propre équipe. On peut en effet se demander si les 62 membres de la liste de Pablo Iglesias, qui tous ont été élus, sont vraiment les 62 « meilleurs » joueurs de Podemos. Ils forment en revanche une équipe cohérente, qui porte la vision de Pablo Iglesias, Íñigo Errejón et Juan Carlos Monedero, également membres de la liste.

L'annonce des résultats [9] de l'élection du secrétaire général, du Conseil citoyen et de la Commission des garanties démocratiques a lieu à Madrid le 15 novembre 2014, avec une intervention vidéo de Jean-Luc Mélenchon et en présence de Marisa Matias, représentante du Bloco de Esquerda portugais au Parlement européen, et d'Alexis Tsipras, leader de Syriza – mettant fin à ces mois frénétiques au cours desquels Podemos s'est doté d'une structure capable d'affronter l'intense cycle électoral qui approche.

L'importance d'internet

En complément de sa structure organique, Podemos s'est doté d'une série d'outils et de plates-formes en ligne qui permettent le débat entre les sympathisants et la prise de décisions au sein de l'Assemblée citoyenne. La facilité d'accès de ces outils permet d'intégrer de nombreuses personnes qui n'avaient jusqu'alors jamais milité. De plus, l'accès à ces espaces de débat et aux votes est ouvert à tous, et totalement indépendant des éventuelles contributions économiques des sympathisants.

Ce déploiement de plates-formes en ligne constitue une véritable révolution dans l'usage d'internet par un

parti politique en Espagne. Avant l'arrivée de Podemos, le degré d'utilisation d'internet et des réseaux sociaux par les grands partis politiques reste très limité. Leur usage se cantonne à l'alimentation de pages Facebook et à la gestion de profils Twitter, essentiellement pendant les périodes de campagne électorale. Les grands partis, notamment le PP et le PSOE, comprennent internet comme un canal de communication qui ne diffère pas fondamentalement des canaux traditionnels tels que la télévision, la radio ou la presse écrite; ils continuent à le considérer comme un moyen de transmission de l'information et de propagande électorale, aussi unidirectionnel que peut l'être une affiche collée à un mur. La communication à double sens que permettent les nouvelles technologies leur reste étrangère. Ainsi, Miguel Arias Cañete, numéro un sur les listes du PP aux européennes, ouvre un compte Twitter au début de la campagne et, après le vote, cesse de s'en servir pendant près de deux semaines. Les candidats du PSOE et d'Izquierda Unida agissent de même.

Cette situation est étonnante en Espagne, l'un des pays où, au niveau mondial, l'usage d'internet est le plus développé, en particulier pour les réseaux sociaux, avec une puissante culture d'activisme numérique. L'usage de Twitter, par exemple, a joué un rôle très important dans la diffusion des images de l'évacuation de la Puerta del Sol le 16 mai 2011, images qui sont à l'origine de la vague de solidarité avec les personnes évacuées, donnant lieu à l'installation de campements dans tout le pays.⁴

4. Au-delà de cet usage ponctuel, en 2013, l'Espagne était le sixième pays du monde en nombre absolu de tweets émis, avec 4,3 % du total mondial. En Europe, elle est devancée uniquement par le Royaume-Uni, et présente un chiffre deux fois supérieur à celui de la France malgré une population moins nombreuse. En outre, l'Espagne se distingue par la forte proportion de tweets à caractère politique: 30 % de l'ensemble en 2012, contre 8 % pour la moyenne mondiale [10].

À partir de 2012, certains petits partis commencent à considérer les potentialités d'internet pour développer la participation citoyenne dans les processus de prise de décision, et en particulier pour l'organisation de primaires internes. Le 12 septembre 2013, le député Joan Baldoví, du parti Compromís-Equo⁵, mène la première expérience de démocratie directe au Parlement. Ce jour-là, Joan Baldoví cède son vote de député sur la proposition de loi de transparence aux 2 280 personnes qui participent à la consultation en ligne organisée par lui-même et son parti [11]. Le résultat de la consultation est « non » à ladite proposition de loi, et Joan Baldoví se conforme à ce résultat. Malgré le nombre assez modeste de participants, cette expérience permet d'éprouver l'efficacité de la plate-forme de vote en ligne Agora Voting [12], qui deviendra l'un des outils fondamentaux de Podemos pour la prise de décision.

Podemos, dès sa création, fait un usage significatif du numérique. Non seulement Podemos est le parti le plus populaire sur les réseaux sociaux (réunissant plus d'un million de « J'aime » sur sa page Facebook, et un million et demi d'abonnés pour le profil de Pablo Iglesias sur Twitter), mais internet fait partie intégrante de la structure de Podemos.

Podemos organise la participation par internet à travers trois grands outils:

- Plaza Podemos (reddit.com/r/podemos). C'est le grand forum de débat en ligne, la transposition numérique des places sur lesquelles, en Espagne, les cercles se réunissent. Plaza Podemos utilise un site web communautaire appelé Reddit, grâce auquel les utilisateurs décident à travers un système de points quels sont les thèmes les plus pertinents et qui méritent d'être les plus visibles. En 2015 et 2016, la Plaza compte entre 5000 et 10 000 visiteurs par jour; elle est ouverte à tous: n'importe qui peut lire, participer aux débats déjà entamés,

5. Parti de gauche de la région de Valence.

créer de nouveaux fils de débat et attribuer des points aux thèmes et opinions déjà existants. Sur Plaza Podemos, les sympathisants proposent des idées sur le fonctionnement du parti et publient des liens sur des nouvelles non traitées par les grands médias traditionnels. Le forum est aussi utilisé pour recueillir les propositions des militants pour construire les programmes électoraux. Un autre usage intéressant de la Plaza est celui des « conférences des masses », en référence aux traditionnelles « conférences de presse » : il s'agit de rencontres numériques lors desquelles une personne ou un groupe répond aux questions des visiteurs. De nombreux dirigeants de Podemos se sont prêtés à cet exercice, où ils font l'objet d'un examen attentif de la part des sympathisants.

Si la facilité d'accès à la Plaza favorise la participation citoyenne, elle peut aussi donner lieu à des usages mal intentionnés de la part de ceux que l'on appelle dans le jargon d'internet les « trolls », qui l'utilisent pour attaquer le parti ou publier des informations confuses. En général, ces informations sont censurées par les usagers eux-mêmes, qui les rendent moins visibles grâce au système des points négatifs. D'un autre côté, certains médias détracteurs de Podemos recherchent dans les fils des débats les moindres traces de supposées divisions ou de commentaires négatifs, pour tenter de les exposer comme preuve de l'existence de conflits et de contradictions indépassables au sein du parti.

– Agora Voting. Si Plaza Podemos est le forum (romain) de débats, Agora Voting est l'agora (grecque) où se prennent les décisions, où sont organisés les votes. Agora Voting est un outil de vote sur internet en code ouvert, conçu à partir de 2009 par deux Espagnols, Eduardo Robles et David Ruescas. Bien qu'il soit déjà utilisé par d'autres partis comme Compromís-Equo, Podemos en a fait son étendard de la démocratie 2.0. C'est par son intermédiaire que sont votés les statuts du parti, les principales résolutions politiques, les programmes,

les alliances post-électorales, la composition des listes électorales lors des primaires, et que sont élus les membres des organes internes du parti – sous la vérification d'observateurs externes, tels que la plateforme Agora Voting elle-même, ou encore l'association citoyenne OpenKratio [13].

Entre octobre 2014 et novembre 2015, les inscrits à Podemos sont conviés à quinze élections différentes. Pour y participer, il suffit de s'inscrire sur la page internet de Podemos avec son numéro de carte d'identité et un numéro de téléphone portable. Cela prend quelques minutes à peine, et il n'est pas nécessaire d'appartenir à Podemos ni de payer une cotisation. La simplicité du processus a permis à Podemos de réunir en un an (de mai 2014 à mai 2015) 370 000 inscrits sur sa plate-forme de vote en ligne. Cependant, la non-vérification de l'identité des inscrits peut permettre à une même personne de s'inscrire plusieurs fois si elle possède plus d'un téléphone portable; cela reviendrait à commettre un délit d'usurpation d'identité, puisqu'il faudrait en outre utiliser un autre numéro de carte d'identité, numéros qui sont attribués par le ministère de l'Intérieur, uniques et intransférables. Pour résoudre partiellement ce problème, Agora Voting a développé certains mécanismes de contrôle, tels que l'analyse du nombre de votes émis à partir de la même adresse IP. Face au dilemme entre la rigueur absolue et la simplicité d'inscription pour les élections internes, Podemos a choisi la simplicité, qui garantit un haut niveau de participation. Un autre problème soulevé par le vote en ligne est celui de la « fracture numérique », qui exclut une partie de la population n'ayant pas d'accès physique à internet ou n'étant pas familiarisée avec son utilisation. C'est un sujet de préoccupation important depuis le début au sein de Podemos. Pour essayer d'en réduire la portée, les cercles ont mis en œuvre des cours d'informatique pour les personnes qui en ont besoin.

– La banque de talents et le portail de participation. À partir de ses sympathisants, Podemos a créé une